48 HEURES APRÈS UN COUP D'ÉTAT MILITAIRE

Situation confuse au Mali

Le président malien a été renversé, jeudi, par un groupe d'officiers et de sous-officiers. Officiellement, les putschistes reprochent à Amani Toumani Touré — lui-même ancien militaire — son incapacité à faire face à la rébellion touarègue dans le nord du Mali. Mais la situation reste encore totalement confuse, notamment à Bamako, la capitale, livrée aux pilleurs. Un couvre-feu a été imposé et toutes les frontières ont été fermées. Sans réelles revendications, les auteurs du coup d'Etat sont aujourd'hui totalement isolés, tant sur le plan interne que vis-à-vis de la communauté internationale. De son côté, Amani Toumani Touré serait encore dans la région de Bamako. Selon certaines informations, il se serait réfugié dans l'enceinte de l'ambassade des Etats-Unis. Pour d'autres, ATT aurait réussi à se retrancher dans une caserne tenue par des forces loyalistes. «La situation au Mali est explosive. Le pays subit les choix politiques imposés par le président déchu durant ces deux mandats», explique Yahia Zoubir, professeur de relations internationales et directeur de recherche en géopolitique à Euromed Management Marseille. Selon Yahia Zoubir, deux scénarios vont s'imposer très vite suite à la chute de Amani Toumani Touré : «Soit les militaires reprennent la situation en main, remettent en place des institutions légitimes tout en entamant des négociations avec les représentants des Touaregs de l'Azawad, sinon, le Mali risque de plonger très vite dans une guerre atroce.»

Tarek Hafid

HAMA AG SID-AHMED, PORTE-PAROLE DU BUREAU POLITIQUE DU MNLA :

«Ce putsch est le résultat d'un malaise au sein de l'armée malienne»

Le porte-parole du bureau politique du Mouvement national de libération de l'Azwad estime que le putsch contre le président malien est le résultat d'un «malaise social» au sein de l'armée malienne. Pour Hama Ag Sid-Ahmed, l'absence d'armement n'est qu'un «argument fallacieux» mis en avant par les militaires pour justifier leur coup d'Etat.

Entretien réalisé par Tarek Hafid

Le Soir d'Algérie : **Comment expliquez-vous la réaction des militaires maliens auteurs de ce putsch ?**

Hama Ag Sid-Ahmed : La réaction de la junte au pouvoir depuis mercredi est le résultat d'un malaise social au sein de l'armée. Un malaise qui a pris forme depuis plus d'une année. Cela a commencé la semaine dernière par une mutinerie dans une caserne. Les militaires ont exigé, entre autres, des arriérés de salaire. Mais il est cependant certain qu'il n'y a aucun parti politique derrière ce putsch. Actuellement, les auteurs du coup d'Etat ne gèrent absolument rien, ni sur le plan sécuritaire ni même sur le plan politique.

Leur objectif premier consiste à tenter de se faire accepter par la population malienne puis par la communauté internationale.

Les putschistes pourront-ils tenir longtemps dans cette situation de statu quo ?

Ils sont totalement isolés. A Bamako, tout le monde savait que le dernier mandat d'Amani Toumani Touré avait été catastrophique. Mais dans la situation d'aujourd'hui, aucun parti politique ne pourra cautionner l'action des militaires putschistes.

Faut-il s'attendre, dans les prochains jours, à un retour du président Touré au pouvoir ?

Nous savons qu'il est toujours au pouvoir. Il est certain qu'il va tout tenter pour reprendre la situation en main. Il pourrait faire intervenir des responsables de partis politiques. Reste, cependant, à savoir si tout ce monde parviendra à faire fléchir des militaires visiblement très déterminés.

Quelle est actuellement la situation sur le plan militaire au Nord-Mali ?

Pour nous, rien n'a changé. La lutte continue. La junte militaire a remis en cause les institutions légales maliennes. Pour notre part, notre lutte ne consiste pas à remettre en cause les institutions du Mali, mais plutôt de remettre en cause la gestion de la communauté de l'Azawad.

Mais le changement de pouvoir ne risque-t-il pas de remettre en cause les négociations entre le MNLA et le pouvoir malien ?

Il faut dire qu'il n'y a pas de réelles négociations entre les deux parties. Cela se limite à des actions d'émissaires étrangers pour créer un rapprochement. Nous avons affiché, depuis novembre 2011, notre disponibilité à discuter, mais cette offre a été rejetée.

Les militaires putschistes affirment ne pas disposer d'armement et d'équipements militaires pour faire face à la rébellion touarègue. Pourtant, le gouvernement malien a reçu une importante aide militaire de la part de plusieurs pays occidentaux...

Sincèrement, nous estimons que c'est un argument fallacieux. L'armée malienne, de par sa taille, ne manque ni d'armes ni d'équipements. Ces dernières années, le Mali a dépensé plus d'argent dans l'achat d'armement que dans le développement. De ce côté-là, les choses sont claires. Le problème se situe au niveau des militaires maliens. La plupart d'entre eux ne s'engagent pas pour faire carrière dans l'armée, mais plutôt pour obtenir une solde. Leur objectif est de gagner un minimum d'argent pour subvenir aux besoins de leurs familles. Finalement, ces militaires ne peuvent pas faire face à des Touaregs qui n'ont pas de salaires mais une réelle motivation et une parfaite connaissance du terrain.

Depuis quelques semaines, on tente d'accuser le Mouvement national de libération de l'Azawad d'entretenir des relations avec Al Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi). A qui profite cet amalgame ?

C'est un amalgame créé et entretenu par une certaine presse à Bamako. Ces journalistes ne connaissent absolument rien au contexte et ne sont jamais venus dans le Nord-Mali. Nous avons dit à maintes reprises qu'il n'existe aucun lien et que notre objectif est double : lutter contre l'armée malienne et les terroristes d'Aqmi présents sur notre territoire et qui salissent l'image des communautés de l'Azwad.

Pourtant, on estime que l'organisation Ansar Eddine, que dirige Lyad Ag Ghalin, entretient des relations avec le MNLA…

On ne peut pas dire qu'il existe un mouvement islamiste qui se nomme Ansar Eddine. En tout cas, il n'existe pas concrètement.

Par contre, il se peut que Lyad et d'autres encore, qui sont issus de l'Alliance du 23 mai, tentent de récupérer de jeunes Touaregs encore entre les mains de l'Aqmi. Ces jeunes sont victimes d'un égarement mais ils continuent de respecter la vie. Je pense que c'est cette stratégie qui est appliquée sur le terrain. Mais si c'est une autre stratégie qui consiste à donner plus de marge de manœuvre à l'Aqmi, alors nous la combattrons. Mais je reste certain que Lyad n'a aucune envie de s'engager dans une aventure qui n'a pas d'issue.

Les parlementaires français s'intéressent de très près à ce qui se passe au Nord-Mali. C'est bien dans ce cadre que vous avez été reçu par l'Assemblée française ?

La question du conflit a été abordée avec les députés français. Ils estiment nécessaire de trouver une solution politique rapide.

Pour eux, il est important que les pays de la région, en particulier l'Algérie, s'associent à la France et à d'autres Etats et interviennent pour aboutir à une solution négociée et barrer la route à l'Aqmi.

T. H.

AU LENDEMAIN DU DÉNOUEMENT DE L'AFFAIRE MERAH

Interrogations, critiques et grandes polémiques

S'il est indéniable que l'assaut donné au terroriste Mohamed Merah et qui a abouti à sa mort après 32 heures d'opération par le Raid a soulagé tout le monde et particulièrement la population de Toulouse, les lendemains de cet assaut il bruisse des critiques sur les modalités d'intervention, sur l'efficacité de la surveillance des terroristes fichés et sur le système d'incarcération dans les prisons et l'endoctrinement qui s'y pratique en toute impunité. Globalement, c'est toute la politique sécuritaire de Sarkozy, qualifiée d'échec, qui est pointée du doigt. Un climat qui va, sans aucun doute, mettre la sécurité au cœur de la campagne présidentielle.

De notre bureau de Paris, Khadidja Baba-Ahmed

Beaucoup, et pas seulement dans le camp adverse, n'ont pas attendu le dénouement de l'assaut porté contre Mohamed Merah et sa mort, pour critiquer la politique globale de sécurité mise en place par Sarkozy.

Comment un individu au passé si lourd, qui a voyagé par deux fois au Pakistan et en Afghanistan, fiché de ce fait et suite aux informations fournies par les services pakistanais, cette même personne convoquée et entendue par les services de sécurité français pas plus tard qu'en novembre dernier, a pu échapper au suivi des services qui l'ont laissé agir en toute liberté ? Comment ce terroriste en puissance n'a-t-il pas été neutralisé par la Direction centrale du renseignement intérieur DCRI ?

«Seulement 15 personnes étaient repérées comme islamistes en Midi-Pyrénées, avec le nom de Merah en tête de liste», a déclaré le sénateur PS François Rebsamen, en charge de la sécurité auprès du candidat Hollande qui, comme beaucoup, pointe du doigt l'absence de policiers sur le terrain depuis la disparition de la police de proximité.

Le FN, comme il fallait s'y attendre, s'est engouffré dans la brèche trouvant là matière à remettre en une, le thème de la sécurité et de la menace terroriste qui lui sont si chers, assimilée en un tour de main à la forte présence d'immigrés alors qu'il s'agit comme en l'occurrence dans le cas Merah de Français. Autre point de friction est celui relatif au système carcéral français que d'aucuns, depuis cette affaire de Toulouse, dénoncent.

Le terroriste toulousain a, en effet, écopé et passé deux années de prison au cours desquelles il se serait radicalisé, certains disent même aurait été recruté, par les terroristes détenus dans sa prison, et qui auraient assuré sa transformation de délinquant en terroriste.

Ce n'est pourtant pas la première fois que l'absence de rigueur dans la surveillance des prisonniers ayant commis des actes terroristes a été signalée, tant par des politiques que par des observateurs universitaires qui suivent ces phénomènes dans des études publiées depuis déjà de nombreuses années. Le pouvoir n'en a eu cure jusqu'à l'affaire de Montauban et Toulouse qui a contraint Nicolas Sarkozy à reconnaître : «Nous ne pouvons accepter que nos prisons deviennent des terreaux d'endoctrinement à des idéologies de haine et de terrorisme.» Il était bien temps ! Quant à la DCRI, critiquée par l'opposition mais aussi par d'anciens responsables des services, son patron, Bernard Squarcini, (impliqué dans l'affaire d'examen illégal des fadettes, ces factures téléphoniques de journalistes du *Monde*), son efficacité est aujourd'hui bien remise en question. «Squarcini affirmait que la stratégie d'anticipation de la DCRI est un succès parce qu'il n'y a pas eu d'attentats sur le sol français depuis 2008. S'il a raison, l'affaire de Toulouse et de Montauban est un échec pour le service», a encore déclaré un responsable PS.

Il est clair qu'à quelques jours du premier tour de l'élection présidentielle, la sécurité et tous les amalgames lancés et entretenus par la droite et son extrême vont refaire surface dans la campagne. Qui en bénéficiera ? Sarkozy ? Hollande ? ou Marine Le Pen ? Si cette dernière savoure l'affaire toulousaine qui vient à son secours pour enfoncer encore son triptyque immigration-musulmans-identité nationale heurtée par l'étranger maghrébin, le dernier sondage qui la place derrière Jean-Luc Mélenchon ne va certainement pas la réjouir. Mais rien n'est encore fait et tout donne à croire que les quelques jours qui nous séparent du premier tour réserveront des surprises certaines.

K. B.-A.

LA PRESSE BELGE ET LA THÉORIE DES ORIGINES DE MOHAMED MERAH

L'étranger

De notre bureau de Bruxelles, Aziouz Mokhtari

Selon Dieu des religions monothéistes moyen-orientales, l'homme descend du paradis alors que, selon Darwin, il aurait plutôt comme ancêtres les… singes. Pour une grande partie de la presse belge, reprenant par paresse, par imprudence ou par manipulation les fetwas des médias lourds français concernant l'origine de Mohamed Merah, le tueur de Montauban-Toulouse n'est, ne peut être, ne doit être qu'Algérien. Certains titres du royaume à l'image de leurs grands frères hexagonaux gomment même, puisqu'on y est, la mention «franco» pour ne retenir qu'«algérienne» concernant la nationalité du tueur. D'autres journalistes ont inventé pour la cause une nouvelle identité, franco-algérienne. Alors qu'il n'existe nullement de nationalité de ce type. Qu'à cela ne tienne. Pourtant, l'aubaine est trop belle pour exclure l'autre, le tueur, le criminel, le serial killer qui ne peut être des nôtres, c'est pas possible, il ne peut donc être que l'étranger, pardi ! A propos de «l'étranger», l'autre, l'œuvre majeure d'Albert Camus, jamais il n'a été écrit ou suggéré ses origines… algériennes. Comme celles de Zineddine Zidane, Yasmina Benguigui, Benjamin Stora, Saint Augustin, et tant d'autres encore personnages illustres, français d'Algérie, Algériens d'Algérie, Algériens de France ou Franco-Algériens, pourtant deux cultures, deux civilisations et, sur leurs frêles épaules, reposent deux rives de la Méditerranée. La référence à l'origine algérienne ne fonctionne que pour les bandits, les tueurs, les truands, les assassins, les bourreaux, les monstres.

Sera-ce suffisant pour que la France en finisse avec ses démons ? En camouflant la nationalité française, et seulement française, de Mohamed Merah, l'Europe aura-t-elle, pour autant, fini avec le mal qui est en elle, seulement en elle. Ce n'est pas en mettant à l'index l'Algérie que Bruxelles-Europe sera guéri. Loin, loin s'en faut. Elle met seulement en orbite et ordre de mouvements les extrêmes droites ou les droites extrêmes. Pour faire court, l'extrême-droite.

A. M.